

# Parmi les victimes d'exploitation sexuelle, les femmes du Nigeria sont nombreuses, aussi à Lausanne Nigérianes forcées à la prostitution

SELVER KABACALMAN

**Traite d'humains** ▶ La traite des femmes nigérianes est en recrudescence en Suisse et tout particulièrement à Lausanne. Les chiffres sont sortis cette semaine: plus de 310 femmes victimes de traite ou d'exploitation ont été prises en charge en Suisse l'an dernier. Les Nigérianes sont particulièrement touchées. Elles évoluent, pour beaucoup, à Lausanne.

Depuis janvier 2017, onze femmes du Nigeria ont été suivies par ASTREE, association de soutien aux victimes de traite et d'exploitation. Actuellement, quatre Nigérianes sont hébergées dans le foyer de l'association œuvrant à Lausanne, mais une dizaine d'entre elles sont déjà passées par leurs locaux depuis le début de l'année. La plupart sont exploitées à des fins de prostitution dans les rues lausannoises.

**Réseaux actifs, organisés**  
Pourquoi la capitale vaudoise est-elle devenue un foyer de ces réseaux de prostitution qui envoient des femmes depuis Benin City, capitale de la région d'Edo au Nigeria? Par quels moyens arrivent-elles à Lausanne? Angela Oriti et Anne Ansermet, codirectrices chez ASTREE, formulent une hypothèse: «Les exploitateurs s'installent dans les villes où les réseaux sont actifs et organisés. C'est le cas de Lausanne. A l'arrivée des victimes, un hébergement est directement organisé», relèvent-elles.

Toutefois, elles mettent en garde: ces chiffres ne sont pas représentatifs de la réalité du terrain. «Ce n'est que la pointe de l'iceberg», martèle Angela Oriti. «Il y a certainement davantage de cas à Lausanne et dans le canton de Vaud car la traite est par définition un phénomène caché. C'est pour cela qu'elle fonctionne», relève Anne Ansermet. La prostitution forcée ne se limite pas à la rue, elle peut se trouver dans des lieux clandestins ou les sa-



Les jeunes femmes nigérianes de Benin City sont particulièrement concernées par l'exploitation dans le milieu de la prostitution.  
KEYSTONE/  
PHOTO PRÉTEXTE

corps, ASTREE explique que leur parcours migratoire est similaire: les victimes avaient des conditions de vie très précaires dans leur pays d'origine. «Souvent, elles ont un niveau d'éducation très faible, ce qui explique une forme de naïveté chez elles», indique Anne Ansermet. Le réseau leur fait miroiter un «eldorado européen.»

## Voyage à prix d'or

Une fois recrutées à Benin City ou Lagos, elles traversent l'Afrique en bus jusqu'en Libye. Puis une traversée maritime les attend jusqu'en Italie. «Elles sont très vite contactées par un exploitateur qui demande le remboursement des frais de voyage, dont

**«La police qui lutte contre la traite fait un travail remarquable»**

Angela Oriti

Puis elles sont expédiées à Lausanne.»

Pour obliger ces femmes à rembourser, les moyens de pression sont multiples, note Angela Oriti: menace de recours à la sorcellerie en cas de non-paiement, de représailles envers la famille restée au pays ou de dénonciation auprès de la police, confiscation des papiers... Des menaces qui les empêchent d'aller chercher de l'aide.

«La sorcellerie est une croyance fortement ancrée chez les Nigérianes», relève Anne Ansermet. Une forme de violence à ne pas minimiser. Existe-t-il des moyens de contrer ces sorts? «Ces pratiques, nous les découvrons en

mentent ces réseaux établis à Lausanne? «Si certaines jeunes Nigérianes disparaissent ou si elles sont sous notre protection, d'autres sont très vite recherchées au pays», explique Anne Ansermet.

A un moment donné, le réseau leur demande de ramener une copine, une cousine ou une sœur en contrepartie de meilleures conditions de travail et d'un remboursement partiel de la dette. Ce type de mécanisme entretient le réseau.»

## Plaintes déposées

En trois ans, l'association a établi un lien de confiance. Elle compte souvent sur le bouche à oreille pour que d'anciennes vic-

ont pu s'échapper en 2017», se réjouissent-elles.

Les deux codirectrices saluent le travail fait par la police pour démanteler ces réseaux. Les forces de l'ordre en font-elles assez? «La police chargée de la lutte contre la traite fait un travail remarquable», relève Angela Oriti. Cependant, les forces à disposition ne sont certainement pas suffisantes, vu l'ampleur du phénomène.»

Des investigations sont en cours et presque toutes les femmes hébergées en 2017 par ASTREE ont déposé une plainte pénale. Toutefois, Anne Ansermet avertit: «La traite des femmes ne touche pas que la capitale vaudoise. Nous devons collaborer avec les parto-